



# Les mille sources de la Colère

N° 133

MAI 2020

## EDITO

Le déconfinement commence à peine et, déjà, le politiquement correct prend le pas et se distille insidieusement dans bon nombre de médias.

Le message est clair : « vous, les nantis chanceux, vous avez échappé à la mort, alors dites-vous bien qu'il va falloir payer ». L'État a mis la main à la poche, aidé par une Banque Centrale Européenne soudainement prompte à créer de la « monnaie virtuelle ». Alors, dans ce marasme, les appels à l'union nationale auraient toutes les chances de trouver un écho favorable. L'heure n'est pas encore à chercher les responsabilités, ni à punir les mensonges. On peut néanmoins s'interroger sur un « verrouillage » de la société associé à une dérive autoritaire qui n'avait pas attendu le virus pour poindre.

Le déconfinement, décidé par les politiques contre l'avis des scientifiques, fait suite aux injonctions du patronat. Le MEDEF n'a de cesse de réclamer la reprise de l'activité économique, et cela à n'importe quel prix. Cette même organisation qui réclame la fin des politiques environnementales, trop onéreuses. Ce sont les mêmes qui proposent la suppression des congés, des jours fériés et l'augmentation du temps de travail. Allez savoir pourquoi, à l'heure où on annonce un chômage en hausse, on ne cherche pas à partager le travail... Ils continuent à protéger les intérêts particuliers du monde de la finance, secondés par un gouvernement acquis à leur cause. Il ne s'agit pas de défendre les petits patrons, mais seulement les grandes entreprises avides des aides publiques, sans contrepartie. N'en doutez pas, les réformes antisociales qui étaient en cours seront remises sur le devant de scène, motivées par l'impérieux besoin de faire des économies. Le « après », ils l'ont déjà tracé. Vous serez culpabilisés pour que vous acceptiez la fin de tous conquies sociaux, la fin de la Sécurité Sociale, la casse du code du travail, etc.

Au milieu de ce ronronnement ambiant, des voix, dont la nôtre, s'élèveront toujours pour replacer l'humain au centre de la société. Cette crise doit nous servir d'avertissement. Ce modèle, basé sur la croissance, le toujours plus, est-il adapté dans un monde de plus en plus inégalitaire et une planète à bout de souffle ? Les services publics ont, plus que jamais, leurs rôles à jouer mais en s'émancipant de leurs contraintes de rentabilité. Et pourtant, certains haut fonctionnaires osent déjà annoncer que la casse va s'accélérer. Peu importe qu'une écrasante majorité réclame plus de services publics et un État plus social. A la DGFIP, le plan de démantèlement « Nouveau Réseau de Proximité » est mis en sommeil. Entendez bien par ce moratoire la volonté de nous l'imposer à nouveau, une fois la situation sanitaire apaisée. Hier, quand nous défendions la ruralité, les hôpitaux de province, nos trésoreries, notre service public en général, nous étions stigmatisés et taxés de « dépassés », voire de terroristes. Aujourd'hui, nous avons, plus que jamais, le sentiment d'être à l'avant-garde d'un combat vers un monde meilleur.

L'ancien monde était dépassé, l'actuel est pire. Soyons au rendez-vous, construisons-en un nouveau, plus respectueux de l'humain et de notre planète. L'humain avant tout ! Nos vies valent mieux que le CAC 40 !

## Loin des yeux, loin du coeur

En début de confinement, il a été demandé aux agents de communiquer leur numéro de téléphone à leurs chefs de services respectifs. Si certains responsables ont pris le temps et la peine de passer quelques petits coups de fil pour prendre des nouvelles de leurs agents, d'autres n'ont même pas daigné les appeler une seule fois en 8 semaines. Mais, lorsqu'ils ont eu besoin d'eux, ils ont retrouvé leur téléphone comme par magie. Privilégier l'humain au boulot, belle litanie...Mais surtout privilégier le rendement et les statistiques, à moins que cela ne soit un problème de forfait téléphonique ?

## Transparence opaque

Toujours en début de confinement, la direction a joué la transparence avec nous, communiquant chaque jour le nombre de collègues présents dans les services. Ça partait d'un bon sentiment, et nous a permis d'intervenir pour obtenir des recadrages. Sauf qu'au bout d'un moment, il devenait difficile de justifier un présentiel exponentiel. 30 % chez nous, 20 % de moyenne au national. Alors HOP, le 21 avril, terminé les détails. Numéro 1 nous expliquait que les données relatives aux services hors SIP étant désormais stabilisées, cela rendait inutile un détail quotidien. D'autant plus que, lors d'une audioconférence entre les DDFIP, le besoin d'une harmonisation des pratiques locales en matière d'information a été exprimé. En résumé, circulez, y'a plus rien à voir ! Ajoutez à cela que, pour des raisons sanitaires, il a été refusé aux O.S de se rendre sur les sites du département si besoin. Faire travailler les collègues sans masque, organiser des réunions pour la campagne d'impôt sur le revenu, faire encaisser des espèces sans protection, au niveau sanitaire, on se situe à quelle échelle ?

## Un plan presse pas pressé

Communiquez CO-MMU-NIQUEZ ! Fin mars, quand tous les héros de la nation étaient au front, la direction a tenté, à juste titre, de mettre sous les feux de la rampe nos collègues assurant les salaires des hospitaliers ou des employés municipaux, ou encore ceux gérant le flux des remboursements de crédit de TVA permettant ainsi aux entreprises de maintenir à flot leur trésorerie malmenée. Mais non, la presse s'est obstinément refusée à tout article, tout reportage. Dans ces cas-là, il ne faut pas hésiter à faire appel à des professionnels de la communication. Nous étions là et on ne nous a rien demandé ! Dommage, on nous aurions aidé avec plaisir. Bon, c'est vrai, peut-être à notre façon.

## C'est ben vrai ça

Si Gontran-Royer est surnommé le bateau, Bournazel s'appellera bientôt la Blanchisserie. Non, nous ne parlons pas de blanchiment d'argent, mais bien de lessive. Lors d'un CT, nous avons appris que la direction se chargerait du lavage et du séchage de masques en tissu pour une distribution en sachets individuels aux agents. Notre Mère Denis n'y trouverait sûrement rien à redire, et nous non plus d'ailleurs, mais on se demande bien comment tenir la cadence pour ouvrir de nouveau au public. Au fait, un masque offert à qui nous dit dans quelle pièce est installée la buanderie.

## Gégé la Brocante

N'écoutez pas la presse, c'est un peu ce que Darmanin semblait vouloir nous dire en audioconférence le 22 avril dernier. Alors que le Directeur Général écrivait le 17 avril que l'accueil physique des usagers dans nos locaux ne serait pas autorisé au titre de la campagne d'Impôt sur le Revenu, le Ministre déclarait trois jours plus tard dans le Parisien « Je vais proposer au Premier ministre une organisation de déconfinement pour les agents afin qu'ils soient en mesure, à partir du 11 mai, de mettre en place des rendez-vous physiques ou d'accueillir du public sans rendez-vous ». Le Ministre rassurait les O.S : la presse n'a pas repris la fin de sa phrase qui disait que s'il devait y avoir un accueil physique, il ne saurait dire à quelle date et cela dépendra du plan de déconfinement de la DGFIP. Flou artistique, contradiction, enfumage, début de la saison du vide-grenier virtuel, on ne saurait dire, nous non plus. Est-ce qu'on lui fait confiance ? On ne saurait dire...



Disponible en version DDFIP

**J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<**

**Contacts**

**mail [cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr)**

**tél : 07 66 81 95 30**